

## L'OPPOSITION INTELLECTUELLE ET SOCIALE AU FRANQUISME DEPUIS 1939 ET JUSQU'À L'ARRIVÉE DE LA DÉMOCRATIE EN ESPAGNE

**Josep San Martín Boncompte**

Pour comprendre ce qui a caractérisé l'opposition au franquisme dans ses différentes étapes de 1939 à 1976 et, spécialement dans les premières décennies de cette période, il faut dire au préalable que la répression franquiste d'après guerre a été « une répression impitoyable ». [Les historiens chiffrent environ 150.000 les morts entre 1936 et 1943].

Il faut se rappeler qu'il y a eu plus de 100 camps de prisonniers : « Bataillons de Travailleurs (BBTT) ou Bataillons de travailleurs soldats (BDST) où sont détenues environ 400.000 personnes entre 1939 et 1946.

Dans les camps on a mis, aussi, beaucoup de républicains revenus de France à la fin 1939 ou au début 1940 « invités par les autorités françaises à retourner en Espagne s'ils ne voulaient pas s'intégrer à la Légion étrangère ou aux CTE ». Mon père, par exemple, a décidé son retour depuis le camp de Gurs à la fin 1939. Il a été alors emprisonné dans différents bataillons de travailleurs : au Palais de la Magdalena à Santander, San Pedro de Cardeña à Burgos, Vallée de Baztan en Navarre où il est employé à la construction de fortifications (une sorte de ligne Sigfrid à l'espagnole).

Sur le traitement qu'on recevait dans ces camps franquistes je lirai un petit morceau du récit de mon père sur son arrestation au camp de San Pedro de Cardeña où il y avait aussi beaucoup de prisonniers des Brigades Internationales :

*« Je me rappelle de la raclée tellement brutale qu'on a donné à un ami de Barcelone. On lui a donné une volée de coups si brutale qu'on a dû le transférer à l'hôpital. La raison de cette rossée a été une simple confusion avec son nom. Après l'avoir bastonné jusqu'à la satiété on lui a communiqué que celui qu'on cherchait était déjà mort dans un autre camp de concentration... Nous dormions trois cents hommes, dans un lieu où on n'avait place que pour cent personnes... Quelques uns n'ont pu supporter le traitement inhumain qu'on nous donnait et ils se sont suicidés en se jetant par la fenêtre». (Josep San Martín : "Memòria d'exilis i retorns » pag 140).*

Ces bataillons de prisonniers ont été employés comme travailleurs esclaves et on les destinait aux constructions d'œuvres comme « El valle de los Caídos », des routes ou des défenses de guerre dans les Pyrénées, le canal du Guadalquivir... pour souligner certaines des œuvres les plus emblématiques. Beaucoup d'entre eux sont morts à la suite des mauvaises conditions d'hygiène et d'alimentation auxquelles ils étaient soumis.

D'autres républicains ont été mis en prison, et beaucoup d'entre eux ont été condamnés à mort. Julian Casanova chiffrait récemment environ 50.000 le nombre des républicains assassinés par la répression franquiste entre 1939 et 1946.

Je veux lire un petit fragment du moment de l'arrestation, en 1940, de Marcos Ana, qui a resté 22 années emprisonné dans les prisons franquistes :

*« Je me rappelle que juste après être entré au commissariat, j'ai vu une scène épouvantable. Un homme s'était jeté dans la cour et perdait son sang désarticulé sur le sol. Il s'agissait du docteur Recatero, Chef de santé de l'Armée de l'Est, qui avait préféré se suicider plutôt que de continuer à subir les tortures auxquelles on le soumettait tous les jours.*

*(...) Dans ce même lieu j'ai été aussi torturé de façon barbare avec les procédés les plus humiliants et les plus impitoyables. L'un d'entre eux consistait à te mettre un grand entonnoir dans la bouche et à y verser de l'eau jusqu'à ce que tu te sentes mourir de noyade. Un autre, on te mettait un masque à gaz dont les conduits d'oxygénation étaient fermés jusqu'à ce que tu t'asphyxie et que tu tombes au sol sans connaissance (...) En outre, il y avait les décharges électriques, les coins de bois dans les ongles... la bastonnade frénétique et répétée avec des cravaches et des nerfs de bœuf ce qui couvrait ton corps de blessures sur lesquelles on continuait à frapper jour après jour... On m'a torturé comme ça pendant presque un mois. Ils ont pratiquement laissé mon corps détruit. » (Marcos Ana : « Dites-moi comment est un arbre ». 66 à 68).*

La répression franquiste n'a pas connu de frontières et les démocrates de toutes couleurs l'ont souffert. On a condamné à mort des dirigeants de l'UDC (Démocratie chrétienne) comme Manuel Carrasco i Formiguera, [\(arrêté par le Canarias alors qu'il voyageait dans le bateau Galdames de Bayonne à Bilbao avec sa famille\)](#). Le 28 août 1937 il a été condamné à mort par un tribunal militaire pour « rébellion militaire » et le 9 avril 1938 il a été passé par les armes à Burgos. On a aussi mis à mort des prêtres basques ou des militants de la gauche socialiste, communiste ou anarchiste, et aussi, le président de la Generalitat de Catalogne lui-même, Lluís Companys, arrêté par la Gestapo, livré à la police franquiste et passé par les armes au château de Montjuïc (Barcelone) le 15 octobre 1940.

« La répression franquiste avait pour but d'effrayer la population espagnole qui n'appuyait pas le régime » (Carmen Meunier. Directeur du CEFID [Centre d'Études sur les époques Franquiste et Démocratique] de l'UAB).

Et le régime totalitaire franquiste a réussi, évidemment, à implanter la crainte et la terreur.

### **Comment a pu s'organiser l'opposition à ce régime dictatorial ?**

L'opposition au régime franquiste a réussi peu à peu à conquérir de nouveaux espaces mais aussi elle s'est exercée sous différentes formes suivant l'époque et les mouvements sociaux dont elle émanait.

Elle a été :

- Une Opposition armée.
- Une Opposition sociale.
- Une Opposition politique.
- Une Opposition culturelle.

#### **\* L'opposition 1939 à 1959**

***Pendant cette période l'opposition armée a le plus grand rôle : le maquis ou la guérilla.***

La guérilla prolifère dans diverses zones de l'Espagne : spécialement dans les Pyrénées, mais aussi l'Andalousie, la Galice, Asturies, Aragon, Estrémadure, Castille la Mancha, le Maestrazgo, Région Cantabrique...

Les noyaux de partisans sont de composition différente selon les zones. Dans l'intérieur, ils sont principalement des groupes de résistance liés au PCE ou la CNT.

Vers la fin de la 2<sup>a</sup> Guerre Mondiale, une fois la France libérée, les groupes partisans gardent l'espoir qu'une intervention des alliés pourra jeter Franco du pouvoir et libérer l'Espagne.

En fait, c'est à ce moment là que se produira un des événements les plus notables du maquis : en 1944 a été engagée une grande opération de pénétration et d'occupation d'une partie du nord de l'Espagne mettant en jeu environ 10.000 résistants.

En préalable à une opération de plus grande échelle, le val d'Aran sera occupé par une armée de 4.000 hommes. Cela devait être l'élément déclencheur d'une offensive des alliés en direction de l'Espagne pour libérer le peuple espagnol du régime dictatorial de Franco mais les actions militaires de la garde civile et de l'armée franquiste, le faible écho médiatique de l'opération et, aussi, le manque de soutien populaire à l'intérieur, isoleront cette geste qui finira en échec.

Les groupes partisans continueront leur activité, mais elle sera difficile à maintenir pour plusieurs motifs :

- L'isolement croissant des organisations maquisardes à l'égard des autorités alliées, spécialement de la France qui interdira y compris les publications des organisations du maquis.
- Un faible soutien populaire dans l'Espagne, un peuple effrayé par la répression et la mémoire de la guerre civile alors que la plupart des dirigeants étaient en exil.
- La consolidation du franquisme provoque des désaccords politiques entre les groupes qui mènent la résistance armée qui recherchent de nouvelles voies de résistance.
- En 1950 l'opposition intérieure au régime renonce à la lutte armée en voyant qu'elle est un chemin sans issue et cherche à susciter un élan de transformation sociale, d'opposition dans les universités et aussi dans le syndicat vertical franquiste lui même.

Malgré tout, l'activité de la guérilla, principalement de la CNT, se prolongera jusqu'en 1960, surtout dans les Pyrénées, bien que depuis 1952 elle reste comme une activité résiduelle et épisodique.

Le décès de Quico Sabater et ses quatre compagnons : Anton Miracle, Francesc Conesa, Roger Madrigal i Martín Ruiz le 5 janvier 1960 marque le dernier épisode de la guérilla franquiste.

(Francisco Sabater était parvenu à s'enfuir après un affrontement avec une centaine de gardes civils au cours duquel sont morts ses quatre compagnons. Il est arrivé blessé à Sant Celoni (Barcelone) et après avoir traversé le village à la recherche d'un médecin, a été surpris par un membre du Somaten (police civile), un ex-légionnaire et un garde civil qui l'ont tué.)

### **Activité politique :**

L'activité clandestine de petits groupes du PCE, du PSOE et de la CNT ne s'interrompt pas. Les arrestations et les exécutions capitales de ces années en témoignent. On essaye de reconstruire des cellules des partis, mais il y a beaucoup d'infiltrés ou de militants qui cèdent aux menaces et deviennent délateurs de leurs camarades. La police réussit à faire des coups de filet et arrête beaucoup d'entre eux qui seront emprisonnés et aussi condamnés à mort par les tribunaux militaires et jugés sommairement pour rébellion militaire.

À vrai dire, à la fin des années 40, les organisations de la CNT, du PSOE, de l'UGT ont été très affaiblies à l'intérieur et ont connu des scissions à l'extérieur qui aboutiront à paralyser leur activité. Seuls quelques groupes comme le PCE, le PSUC ou le PNV se tireront d'affaire efficacement.

Apparaissent aussi de nouveaux groupes ou partis politiques comme FNC (il réunit anciens militants d'Estat Català, Partit Nacionalista, et la Fédération Nationale d'Étudiants de Catalogne - la FENEC). Ce parti, au début (1943-1947) préconisera la lutte armée contre le franquisme. Il y a aussi le MSC, ce parti regroupera une grande partie des militants du POUM en 1945 et il aura une plus grande importance pendant des années suivantes.

Il faut souligner aussi le début de l'opposition au franquisme dans des secteurs de l'église en désaccord avec le concept qui définit le régime comme « nacionalcatolicismo », national catholique.

En 1947 apparaissent en Espagne les JOC (qui existaient déjà en France et en Belgique) et en 1948 est créée la HOAC. (Fraternité...) Ces organisations d'inspiration catholique, assument les revendications du monde ouvrier dans lesquelles elles se retrouvent.

Le 19 mars 1945, Juan de Borbon, comte de Barcelone, fils d'Alfonso XIII, rend public à Lausanne un manifeste (Manifeste de Lausanne) dans lequel il demande à Franco la restauration de la monarchie. Cela entraîne la rupture de toutes relations entre eux.

En 1947 est approuvée par referendum la loi de succession qui dispose, qu'une fois Franco mort, l'Espagne deviendra à nouveau une monarchie. C'est alors qu'en 1948, au cours d'une rencontre sur le yacht Azor, Franco et le comte de Barcelone conviennent que le fils du comte, le prince Juan Carlos, résidera et recevra son éducation en Espagne.

***Dans la décennie des années 50*** les luttes sociales et les grèves se renforcent, malgré la répression brutale du régime franquiste.

En 1951 la grève qui aura une plus grande résonance sera celle des trams de Barcelone. La grève démarre par un boycott des usagers en signe de protestation contre l'augmentation du billet. Les gens marchent à pied sans utiliser les trams. Le mouvement se propage pendant les mois de mars et avril 1951 aux centres industriels de Barcelone, Badalona, Manresa, Tarrasa... Au mois de mai, le mouvement de protestation s'essouffle.

Le gouverneur civil de Barcelone, le chef de la police et le délégué des syndicats de la province seront écartés mais cette fois l'armée ne sera pas intervenue pour étouffer la protestation. (C'est déjà un succès !)

Plusieurs faits se produiront pendant les années 50 qui contribueront à conforter l'état franquiste au niveau international : (Auparavant, seule l'Argentine de Perón avait signé un traité de relations commerciales en 1947 après une visite contrastée d'Eva Perón accompagnée de déclarations gênantes pour le régime : « *En Argentine nous travaillons pour avoir moins de riches et moins de pauvres* », elle visite également Juan de Borbon à Lisbonne ce qui indisposera Franco).

- 1953 : signature du Concordat avec le Vatican.
- 1953 : signature des accords avec les USA : aide économique, assistance mutuelle et convention de défense. (La guerre de Corée a commencé et l'anticommunisme de Franco a été récompensé).
- 1953 : l'Espagne est admise à l'UNESCO.
- 15 décembre 1955 : l'Espagne est admise à l'ONU.

Ces trois éléments de reconnaissance internationale auront des effets contrastés sur l'opposition au régime franquiste.

D'une part, cette reconnaissance rompt l'isolement dont a souffert jusqu'à présent le franquisme au niveau international et compromettra la possibilité de supprimer ce régime avec un soutien international. C'est un contretemps important pour l'opposition démocratique au Franquisme.

D'autre part, cette reconnaissance internationale et l'établissement progressif de relations diplomatiques, avec l'installation d'ambassades des pays démocratiques, permettront une plus grande ouverture vers l'extérieur.

La facilité de mouvements et les voyages à l'extérieur atténueront de façon limitée les formes dictatoriales du régime, sans arriver jamais à les faire disparaître même sur sa fin en 1977 avec l'arrivée de la démocratie.

En 1956 s'initie un mouvement à Madrid pour un syndicalisme étudiant libre avec l'objectif d'ébranler le SEU (syndicat étudiant universitaire) qui est la transposition du syndicalisme vertical obligatoire à l'université.

Joaquin Ruiz Giménez est le ministre de l'Éducation et a voulu frayer la voie à ce qu'il appelle la « réconciliation nationale ». On essaye de faire « un appel aux congrès des jeunes auteurs » qui sera débordé par les étudiants.

Entre le 1er et le 10 février 1956 des mobilisations d'étudiants universitaires conduiront le 10 février à une manifestation au cours de laquelle sera gravement blessé par balle un jeune phalangiste (Miguel Álvarez) sans que l'origine ou l'auteur du coup de feu n'aient été jamais connus.

Ce même jour un Conseil des Ministres extraordinaire proclame le premier État d'Exception depuis 1945 en supprimant trois articles du « Fuero des Espagnols » (ceux qui font référence à la libre circulation, au mandat judiciaire pour registre domiciliaire et la détention maximale de 72 heures sans cause).

Cette même nuit seront arrêtées sept personnes : Dionisio Ridruejo, Miguel Sánchez Mazas, José M<sup>a</sup> Ruiz Gallardón, Gabriel Elorriaga, Enrique Múgica, Javier Pradera et Ramón Tamames.

(Dans une étude que Laín Entralgo avait présentée au gouvernement en 1955 on estimait que, selon les résultats d'une enquête, 90% des étudiants universitaires de Madrid n'étaient pas favorables au Movimiento Nacional).

Les ministres responsables de la situation sont démis de leurs fonctions ; mais aux grèves et aux protestations des étudiants s'ajouteront également de nombreuses grèves en Navarre, Pays Basque, Catalogne et Madrid qui en avril imposeront une hausse des salaires.

En 1958 le gouvernement renforce la répression avec la *Loi contre le Banditisme et le Terrorisme* et aussi avec la *Loi d'Ordre Public* en 1959.

En 1958, sera également approuvée la *Loi de Conventions Collectives*, une loi qui, pour la première fois, ouvre une possibilité de négociation entre travailleurs et entreprises et admet le droit de formuler des revendications salariales. Les opportunités qu'ouvre cette loi vont permettre le développement naissant d'un nouveau syndicalisme en Espagne pendant les années suivantes.

### **Au niveau politique**

Dans l'arrière-saison de cette décennie, en 1957, se crée à Madrid le FLP (Front de libération populaire) qui sera appelé ESBA (*Euzkadiko Sozialisten Batasuna*) au Pays Basque et FOC en Catalogne. Cette nouvelle formation politique, fruit de la convergence de différents groupes ou partis de l'aire socialiste, aura une importance croissante, avec le PCE – PSUC (dans l'aire communiste) pendant les années postérieures.

### **\* L'opposition 1959 à 1969**

Pendant les années 60 se produit une transformation sociale et économique qui entrainera un accroissement de la conflictualité sociale.

Un élément majeur de cette évolution va être la naissance du syndicat des CCOO. Les premières CCOO ont été organisées en Asturies, Catalogne et Madrid pendant les années 60. Apparemment la première Commission Ouvrière, qui a eu une activité jusqu'à ce que les autorités franquistes la répriment, est celle de Laciána (Leon) dans le secteur mineur et sidérurgique de Ponferrada.

Mais il est difficile de spécifier une date précise et un lieu concret de naissance des CCOO. Ce mouvement syndical est né d'une manière spontanée. Il n'y a pas une date concrète sur la naissance des CCOO.

Elles ont été propulsés au sein de quelques entreprises dans le but de diriger quelques mouvements de protestation (grève minière de 1962 par exemple) et parallèlement ont cherché à incorporer des travailleurs sympathisants dans les jurys d'entreprise en supplantant les sympathisants du régime ou du syndicat vertical (ce que le Régime appelait la Révolution Nationale Syndicaliste).

Les partis qui ont promu cette politique ont été essentiellement le PCE - PSUC et le FLP et plus spécialement le FOC en Catalogne.

Aux élections syndicales de 1963 ce mouvement obtiendra une représentation appréciable à Biscaye, Barcelone, Madrid et Séville d'une façon irrégulière mais pas du tout illégale encore car les CCOO n'avaient pas encore été officiellement déclarées illégales par le gouvernement.

En 1964 les CCOO de la métallurgie sont créées à Madrid, un des personnages moteurs de cette création sera Marcelino Camacho qui deviendra un des dirigeants les plus importants du syndicat.

Dans le mouvement syndical des CCOO il y a aussi d'autres figures notables comme celle du jésuite et prêtre ouvrier Francisco García Salve qui en 1967 s'installe à Madrid au Pozo del Tío Raimundo, (un des quartiers le plus pauvres de Madrid) où il travaille comme manœuvre en propulsant aussi les CCOO.

En Catalogne est créée la Commission Ouvrière de Catalogne. Les travailleurs se réunissent dans la paroisse de Saint Medir dans le quartier de Sants à Barcelone. Parmi ses membres il y a des chrétiens de la JOC, de HOAC, des gens d'idéologie socialiste, spécialement du FOC, et des militants communistes du PSUC.

Le PCE jouera un rôle prépondérant dans les CCOO.

Cette alliance des bases catholiques, des prêtres ouvriers, des gens liés à l'église de base avec les militants clandestins de la gauche socialiste et communiste, donnera une couverture providentielle pour la constitution et le développement du mouvement syndical des CCOO ; c'est la raison pour laquelle en 1966 les évêques finiront par dissoudre les associations de la JOC et la HOAC dont la majorité des adhérents soutenaient les mouvements sociaux de gauche.

Le Tribunal Suprême déclarera illégales les CCOO en 1967 après une grève à Madrid au cours de laquelle les travailleurs occupent la rue et revendiquent la liberté et la démocratie.

L'importance des CCOO dans la désarticulation du syndicat vertical a été déterminante.

(Il faut tenir compte que le PSOE était un parti extrêmement faible dans l'Espagne sans grande influence. Les noyaux socialistes sont articulés autour d'autres mouvements comme le MSC, FLP, FOC... et ceci rendait pratiquement non viable l'action de l'UGT, liée au PSOE).

Le mouvement des CCOO obtiendra son plus grand succès à la fin des années du franquisme en 1975. Pendant l'agonie du franquisme, les CCOO obtiennent la majorité de délégués syndicaux dans les principales entreprises de l'Espagne aux élections syndicales de l'encore syndicat vertical du régime franquiste.

En outre, le mouvement étudiant universitaire continuera à développer son opposition au SEU avec la tentative de création d'un syndicat démocratique d'étudiants (SDEU).

En 1965 le gouvernement décide de dissoudre le SEU, mais sans parvenir à arrêter les assemblées, occupations de facultés et manifestations dans les universités de Madrid et Barcelone. La police finit par entrer dans les universités pour procéder à des arrestations, enquêtes et expulsions. À Madrid, les professeurs Aranguren, García Calvo, Tierno Galván, Aguilar Navarro, Montero Díaz, García Vercher seront expulsés de l'université. À Barcelone, le recteur García Valdecasas expulse aussi le professeur Manuel Sacristán.

En mai 1966 a lieu à Barcelone une réunion dans le couvent des Capucins de Sarriá. La réunion a pour but la constitution du SDEUB. (On connaît cette assemblée comme « capuchinada »). Dans cette assemblée se sont donnés rendez-vous des étudiants, des professeurs et des personnalités importantes du monde culturel catalan. La police assaillira le couvent en faisant de nombreuses arrestations. Les représentants du SDEUB arrêtés seront jugés par le fameux TOP, le Tribunal d'Ordre Public.

Au Pays Basque et en Catalogne, l'opposition a, en outre, un caractère de lutte pour la récupération de la langue et de la culture propres. Dans le cas de Catalogne on peut souligner :

- Campagne « Volem bisbes catalans » (Nous voulons des évêques catalans ») Revendication d'évêques catalans, face à la nomination de Marcelo González, évêque d'Astorga (Leon) comme évêque de Barcelone. (La nomination d'évêques se faisait à Rome à partir des trois noms proposés par les autorités civiles franquistes, c'est à dire par Franco lui même).
- Mouvement « de la nova cançó ». (La nouvelle chanson) (« Les Setze jutges »), mouvement fondé à Barcelone en 1961 par Miquel Porter i Moix, Josep M<sup>a</sup> Espinas et Remei Margarit. Ce mouvement a pour but de restaurer l'utilisation de la langue catalane au travers d'un mouvement de chanteurs qui sont arrivés à agglutiner des publics nombreux lors de leurs récitals. Ces récitals deviennent parfois des manifestations authentiques pour la liberté et la démocratie, et constituent de petites îles de liberté pour les assistants : on crie, on fait voler des drapeaux de Catalogne, des drapeaux de la République ou des drapeaux rouges, aussi.

Il y aura aussi quelques chanteurs en Espagne comme Paco Ibañez qui poursuivront le même but.

Ces chanteurs ont payé très cher la liberté dont ils faisaient preuve dans leurs récitals, ils ont été interdits, menacés ou ont dû se résoudre à s'exiler temporairement pour ne pas être arrêtés. Parmi eux il faut souligner spécialement les noms de Raimon, Lluís Llach, Joan Manuel Serrat, Francesc Pi la Serra, Maria del Mar Bonet, Ovidi Montllor et Guillermina Motta.

- En 1960 se déroule ce qu'on appelle : « Els fets del Palau » (Les succès du Palais de la musique à Barcelone). Franco visite Barcelone avec plusieurs ministres. Les autorités organisent un concert de l'Orfeó Català au « Palau de la música ». Le gouverneur civil a interdit l'interprétation du « cant de la senyera » (le chant du drapeau). Une partie du public qui assiste au concert commence à chanter l'hymne interdit. Une série d'arrestations sont effectuées dont celle de Jordi Pujol qui n'assistait pas au concert, mais qui quelques jours auparavant avait rédigé une brochure contre le dictateur. Il sera condamné à sept années de prison dont il n'accomplira que deux environ.

- Dans ces mouvements d'opposition culturelle il faut souligner dans la décennie de des années 60 celui qui sera connu comme « gauche divine » par référence à son influence française et au fait que les réunions avaient lieu dans la salle Bocaccio de Barcelone. (L'écrivain et journaliste Joan de Sagarra est celui qui a été à l'origine du terme « de Gauche divine ». Il l'a employé dans les pages du journal *Tele/expres* en octobre 1969 à l'occasion de la fête de présentation de l'Éditorial *Tusquets* dans l'Hôtel Price).

Ce mouvement est à l'origine de ce qu'on a appelé l'« Escola de Barcelone », un mouvement cinématographique catalan qui est né en référence à la « Nouvelle Vague » française ou le « Free Cinema » anglais. Ce sont des mouvements qui revendiquent la liberté d'expression et la liberté technique à l'opposé de l'industrie régnante dans le cinéma. L'« Escola de Barcelone » est aussi opposée au cinéma centralisateur, désuet et anodin qui était fait depuis Madrid bien qu'à ce moment il y avait déjà des cinéastes significatifs à Madrid comme Bardem, Berlanga, Carlos Saura qui sont ceux qui dirigeront plus tard le « Nouveau cinéma espagnol ».

La majorité des gens, y compris au sein de la « Gauche Divine » provenaient de la bourgeoisie de la capitale catalane ; il y avait des architectes, romanciers, philosophes, poètes, photographes, éditeurs, gens du cinéma, modèles, dessinateurs...

On peut citer des auteurs et des poètes comme Félix Azúa, Josep Maria Carandell, Anna Maria Moix, Terenci Moix, Jaime Gil de Biedma, José Agustín Goytisolo et Rosa Regàs ; architectes et dessinateurs comme Òscar Tusquets, Ricardo Bofill, Oriol Bohigas et Elsa Peretti ; chanteurs comme Guillermina Motta, Raimon ou Serrat ; photographes comme Isabel Esteve (Colita) ou Xavier Miserachs ; modèles comme Teresa Gimpera, considérée comme la muse du groupe ; éditeurs comme Jordi Herralde, Esther Tusquets ou Beatriz de Moura ; partenaires du monde du cinéma comme Gonzalo Herralde et ceux qui se groupaient dans l'École de Barcelone comme Gonzalo Suárez, Román Gubern, Ricardo Franco, Vicente Aranda, Pere Portabella et d'autres notables comme Jaume Perich, Oriol Regàs, Eugenio Trías Sagnier et Serena Vergano.

L'influence de ce mouvement, surtout dans la société catalane, a été notable.

Au Pays Basque, le PNV est la force politique qui représente le nationalisme depuis la fin de la guerre. En 1959 se produit une scission d'un groupe de jeunes qui fonde ETA. Au début, pendant les premières années, ETA est un groupe modéré et pacifiste qui bataille pour obtenir l'indépendance du Pays Basque de même que Gandhi en Inde.

Mais, en 1965, dans leur IV assemblée, les partisans de la lutte armée parviennent au commandement d'ETA. Cependant aucune action violente ne se produit avant 1968, date du meurtre du commissaire de la police Melitón Manzanas connu comme tortionnaire au Pays Basque. À partir de cet attentat mortel la lutte armée d'ETA s'accroîtra de plus en plus et les années postérieures connaîtront plusieurs états d'exception (suspension de droits) surtout au Pays Basque.

### **Au niveau politique :**

- La réunion de Munich de juin 1962, ce que le régime franquiste a appelé : « *Le Contubernio de Munich* ». (*Une alliance blâmable*)

La réunion a été convoquée par le Mouvement Européen formé par des personnalités libérales et des partisans conservateurs de l'union européenne. Ce forum a rassemblé 118 hommes politiques espagnols, de toutes tendances, de l'intérieur et de l'extérieur. Et des représentants de partis depuis la droite jusqu'aux socialistes et aux nationalistes ont assisté à cette réunion. Le PCE n'a assisté pas à la réunion. La présence de Gil Robles, et celle d'autres dirigeants de la droite n'avait été pas acceptée par les communistes.

Le gouvernement franquiste de 1962, qui comprenait un grand nombre de ministres technocrates de l'Opus, venait de solliciter l'admission dans le Marché Commun. Et l'objectif de la réunion était de discuter sur l'exigence des pays européens de démocratiser le régime avant d'accepter l'admission de l'Espagne.

La réunion s'est divisée en deux commissions, celle des représentants de l'intérieur et celle de l'extérieur, à la demande de Gil Robles, (dirigeant de la CEDA pendant les années de la République) qui ne voulait pas être réuni avec les représentants de l'extérieur.

Mais finalement un texte de résolution commun a été rédigé qui pourrait être considéré comme le germe de ce qu'on appellera plus tard « la Transition démocratique », bien qu'avec 15 années de retard :

*« Le Congrès du Mouvement Européen, réuni à Munich les 7 et 8 juin 1962, considère que l'intégration, de tout pays à l'Europe, soit sous forme d'adhésion, soit sous forme d'association, exige de chacun d'eux des institutions démocratiques, ce qui dans le cas de l'Espagne, en accord avec la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Charte sociale Européenne, signifie :*

- 1. - L'établissement d'institutions authentiquement représentatives et démocratiques qui garantissent que le gouvernement soit fondé sur le consentement de ses citoyens.*
- 2. - La garantie effective de tous les droits de la personne humaine, particulièrement ceux de liberté individuelle et d'opinion, et la suppression de la censure gouvernementale.*
- 3. - La reconnaissance de la personnalité des différentes Communautés naturelles.*
- 4. - L'exercice sur les bases démocratiques des libertés syndicales et de la défense par les travailleurs de ses droits fondamentaux, notamment par le moyen de la grève.*
- 5. - La possibilité d'organiser de courants d'opinion et de partis politiques ainsi que le respect des droits de l'opposition.*

Le régime franquiste, a réagi toutefois en radicalisant sa position, et la plupart des assistants à la réunion qui venaient d'Espagne, à leur retour ont du choisir entre l'exil ou le confinement à Fuerteventura. (aux îles Canaries).

Et la dictature continue avec toute la brutalité avec laquelle elle a agi depuis le début.

En 1962 on arrête le dirigeant communiste Julian Grimau. Il sera torturé par la police. Pendant l'interrogatoire il sera jeté par la fenêtre dans la cour intérieure. Il sera jugé par un tribunal militaire, sans aucune garantie, et condamné à mort. Malgré l'avalanche de protestations qui arrivent de tout le monde, y compris celles du Pape Jean XXIII, Julian Grimau sera fusillé le 20 avril 1963.

- Pendant cette décennie se produit aussi une recombinaison de la gauche. C'est une gauche très divisée avec de nombreux groupes et nombreuses scissions. Entre les militants il y a de grandes discussions politiques avec une abondante charge idéologique et théorique.

Les discussions sont souvent coupées de la réalité du monde du travail, de l'usine ou du chantier. On lit, on examine abondamment les théoriciens du marxisme et à partir de ces discussions se produisent des nouvelles divisions et scissions. Naissent des groupes et partis groupusculaires. La clandestinité favorise cette atomisation des groupes qui, en outre, sera un élément de sécurité (Moi-même je connais tout ça par l'expérience des années vécues dans l'opposition pendant lesquelles j'ai milité dans différents groupes de l'aire du socialisme).

Autour du PCE se produiront aussi des scissions. Il faut souligner la division entre la vision politique de l'appareil Central du PCE, dirigé par Santiago Carrillo, et celle qu'ont défendu Claudín et Semprún dans le PCE et Francesc Vives dans le PSUC. À la fin ils seront expulsés du Parti. Les divergences entre eux avaient éclaté lorsque la direction du PCE avait essayé de lancer une « Grève Générale Pacifique » en 1959, une grève qui avait été un échec total et avait démontré un manque de vision réelle des dirigeants communistes de l'extérieur sur tout ce qui se passait à l'intérieur du pays.

Des faits comme le Printemps de Prague de 1968 et aussi le mai français de 1968, auront aussi une répercussion importante sur les partis de gauche. Dans l'aire communiste il y aura de nouvelles scissions et nouveaux partis, OC-BR (Organisation Communiste-Drapeau Rouge) scission du PSUC, dont les dirigeants les plus connus sont Alfons Carles Comin et Solé Tura. Il y a aussi l'apparition du MC, issu d'une scission d'ETA, ou de l'ORT, LCR, Jeune Garde Rouge, qui auront surtout une implantation dans le milieu universitaire.

Dans le secteur socialiste, le PSOE est resté isolé puisqu'il refusait, pratiquement jusqu'à la fin de la dictature, de pactiser avec les communistes et aussi avec beaucoup des organismes unitaires postérieurs. Ce seront des groupes comme le MSC, FLP- FOC - ESBA ([Euzkadiko Sozialisten Batasuna](#)) ou le PSI ([Parti Socialiste de l'Intérieur](#)) du professeur Tierno Galván qui rempliront, au long des années 60 l'aire du socialisme avec une attitude plus ouverte à pactiser avec les communistes.

Les communistes et les mouvements du socialisme donnent un appui décidé aux CCOO au niveau syndical ainsi qu'aux mouvements estudiantins de l'université. Tout cela se traduira par la participation dans les mobilisations, les manifestations et les grèves comme celles d'AEG, Siemens, Seat qui ont eu une grande signification sociale.

Malgré tout, il faut tenir compte du fait que ces partis clandestins ont un militantisme restreint au sein du monde ouvrier, la plupart, près de 90% des militants, sont des intellectuels, universitaires et professionnels.

Il y a beaucoup de noms, bien connus plus tard dans l'étape démocratique postérieure, qui ont commencé leur militance politique dans ces partis clandestins.

(Il suffit de rappeler des noms comme : Alfonso Sánchez Comín, González Casanova, Ignacio Urenda, Manuel Vázquez Montalbán, le prêtre Mn Dalmau, Nicolás Sartorius, Isidre Molas, Pascual Maragall, Narcís Serra, Raimon Obiols, Joan Reventós, etc....)

## \* L'opposition au franquisme de 1970 à à 1976

Pendant la dernière décennie de survie du franquisme, l'opposition à ce dernier s'accroît, mais il faut reconnaître que, malgré des approches plus optimistes, les groupes et les partis de l'opposition au franquisme n'ont pas réussi à pénétrer suffisamment dans le peuple en général pour grouper une majorité suffisante qui aurait pu renverser le régime.

Il ne faut pas oublier que Franco est mort dans son lit et que le franquisme s'est éteint avec la disparition du Dictateur sans que l'opposition ait réussi auparavant à le déloger du pouvoir. Cependant, l'agitation politique va connaître un mouvement ascendant tout au long de ces années.

**Au niveau syndical**, CCOO augmentera les actions revendicatives dans les centres de travail avec une force chaque fois plus grande. Une donnée le confirme : les journées de travail perdues par des grèves « toujours illégales » en 1968 se sont chiffrées à 4.5 millions de journées pour passer en 1974 à 44 millions de journées soit dix fois plus.

En 1974, il y a, aussi, quelques grèves générales qui auront un caractère plus politique que revendicatif.

**Au niveau universitaire** les grèves et les protestations sont habituelles dans les facultés pendant ces années. Des grèves d'étudiants, de professeurs non titulaires (PNN) massivement soutenues et tout cela occasionnera la suspension de beaucoup de cours.

À tout cela il faut ajouter l'activité de groupes terroristes :

ETA augmente les actions armées. En décembre 1970 a eu lieu le « [Proceso de Burgos](#) » le « Procès de Burgos ».

*En 1970, il y avait presque trois cent nationalistes basques arrêtés. Pour attirer l'attention sur ses revendications et sur les procès de Burgos à venir, le 1er décembre 1970 un commando d'ETA a kidnappé à Eugen Beihl, consul de l'Allemagne Fédérale à Saint-Sébastien et a annoncé que sa survie dépendrait de celle des six militants d'ETA sur lesquels étaient suspendues des sentences de mort au procès de Burgos.*

*Alors que se déroulaient des perquisitions frénétiques, les autorités d'Allemagne Fédérale ont commencé à exercer des pressions pour que les sentences de mort ne soient pas menées à bien. Il était clair que dans le cas contraire, il y aurait des sanctions économiques.*

*Les militaires chargés du jugement ont transformé le jugement en jugement collectif en rassemblant dans un seul procès les seize cas individuels. Ils n'ont pas été capables de voir qu'en faisant ceci ils centraient l'attention mondiale sur les aspirations basques, partagées par tous les accusés au lieu de la concentrer sur les activités présumées terroristes de certains d'eux.*

*L'opinion mondiale a été facilement mobilisée contre le jugement. Le jugement de Burgos a été un des plus longs jugements de la dictature, et s'est transformé un procès du régime lui-même tant par les accusés que par l'opinion et la presse mondiale.*

*Tout cela a démontré le manque d'habileté du régime spécialement dans sa confrontation croissante avec l'Église. Le 22 novembre, l'évêque Cirarda, de Bilbao, et celui de Saint-Sébastien, Mn. Argaya, ont publié une lettre pastorale, lue dans toutes les églises de Guipuzcoa et de Biscaye, où ils condamnaient la procédure judiciaire et l'application de la « Loi de banditisme et Terrorisme », de réintroduction récente. Ils demandaient clémence, de même, pour tous les accusés qui pourraient être condamnés à mort. Le Gouvernement a réagi furieusement en accusant les évêques d'intentions politiques.*

*Le 6 décembre, le premier accusé a fait sa déclaration liminaire. Devant l'étonnement de tous, le président du Tribunal, le colonel Ordovas, a permis que l'accusé expose avec tous les détails les tortures que la police lui avait infligé. Un exposé tellement ouvert des méthodes policières reflétait probablement la répulsion d'Ordovas, fonctionnaire de l'armée régulière pour la fonction répressive attribuée aux forces armées. Le 7 décembre, l'audience a été reportée et quand elle a été reprise à nouveau il était clair qu'on avait ordonné à Ordovas qu'il mette fin aux révélations sur la brutalité policière. Après un nouvel ajournement, le procès a continué à huis clos. Cette même nuit, les mesures d'exception du Pays Basque ont été étendues à tout le pays.*

*Le procès a provoqué une crise grave. La violence a continué les 9 et 10 décembre avec des chocs entre la police et les manifestants à Madrid, Barcelone, Bilbao, Oviedo, Séville et Pampelune. Le 12 décembre, 300 artistes et intellectuels catalans se sont enfermés dans l'abbaye de Montserrat et ont lancé un manifeste dans lequel ils demandaient l'amnistie politique, les libertés démocratiques et le droit à l'autodétermination. L'occupation a fini le 14, parce que les manifestants ont craint que l'abbé et les moines ne souffrent de représailles gouvernementales. Toutefois, l'abbé, Cassiá Just, déclarait au journal Le Monde que l'église ne serait pas associée à un régime qui reprochait au peuple pour seul crime son opposition à Franco.*

Les six peines de mort ont été finalement commuées par le gouvernement en 30 années de prison après les pressions internationales.

L'activité terroriste de l'ETA se poursuivra. Elle sera cause, pour la seule période d'octobre 1974 à octobre 1975, de la mort dans des attentats de 25 policiers ou gardes civiles et de 14 personnes civiles.

Apparaissent également de nouveaux groupes qui utilisent la lutte armée contre le franquisme : le FRAP ([Front révolutionnaire antifasciste et patriotique](#)) qui apparaît en 1973 comme bras armé du PCR (ml), et les GRAPO (Groupes de résistance antifasciste premier octobre) créés en 1975 comme bras armé du PCE (r).

### ***La répression du régime s'accroît :***

Entre 1968 et 1970 le gouvernement déclare trois états d'exception en supprimant les minces garanties qu'offrait el « Fuero des Espagnols » et impose à nouveau la censure préalable à toutes les publications.

Dans les manifestations, qui continuent de se produire, l'activité policière est sans limite et cause des morts et de nombreuses arrestations.

À l'université beaucoup de professeurs ou élèves font l'objet d'enquêtes et beaucoup seront expulsés.

En 1973 a lieu un nouveau procès, le 1001, qui met en cause des dirigeants des CCOO arrêtés dans une réunion à Pozuelo de Alarcón (Madrid) en 1972. Le procès intervient après l'attentat qui a causé la mort du président du gouvernement Carrero Blanco. Les peines du procès seront très sévères, un authentique acte de vengeance. Marcelino Camacho, Nicolas Sartorius, Eduardo Saborido, Francisco García Salve (prêtre ouvrier) seront condamnés à 20 ans de prison.

Le 27 septembre 1975, seulement deux mois avant le décès de Franco, seront exécutés cinq membres d'ETA et du FRAP, condamnés à mort dans des jugements sévères, appliquant la Loi Antiterroriste approuvée par le gouvernement d'Arias Navarro l'été précédent.

## **Les forces politiques de l'opposition.**

Pendant ces années se profilent les groupes et les forces politiques qui auront un rôle important à partir du décès de Franco dans la transition à la démocratie et durant les années postérieures.

### **Au niveau du Centre Droit**

Il y a des mouvements de personnalités connues parmi lesquelles des collaborateurs historiques du régime franquiste qui essaient de susciter une force politique de type démocratie chrétienne. Il faut relever parmi elles Joaquin Ruiz Giménez, José M<sup>a</sup> d'Areilza, (en contact étroit avec Juan de Borbon, père de Juan Carlos)... Ils n'arriveront pas à des accords significatifs et ceci écartera la démocratie chrétienne du processus de la transition au profit de structures nées des dernières cendres du régime telles que l'UCD d'Adolfo Suárez.

En Catalogne et Pays Basque les groupes du centre droit se fondront dans les partis nationalistes PNV et CDC qui arriveront à être majoritaires dans ces nationalités pendant les années d'implantation de la démocratie en Espagne.

### **Les Socialistes**

Le PSOE, qui se maintient comme une force résiduelle depuis 1939, connaîtra pendant ces années une transformation. Au congrès du PSOE à Suresnes (France) en 1974 sera élu Secrétaire Général Felipe González.

En Espagne à ce moment-là, le PSOE n'a pas de présence importante au sein de l'opposition au régime.

Dans le secteur socialiste, après la dissolution du FLP et du FOC en Catalogne, apparaissent une série de partis de structure fédérale, autogestionnaire, d'un socialisme plus avancé. Tous ces partis ont une base régionale, CSC, CSPV, CSM, PSA(Aragon), PSA(Andalucia) excepté le PSP de Tierno Galván.

Ces partis s'organisent autour de la FPS comme organe de confluence et modèle de parti qui préfigurerait un modèle d'État. Malheureusement, à mon avis lié à mon expérience de cette époque dans la CSC, lorsqu'arrivera la Transition, le PSOE, qui n'a que 2000 militants mais qui compte avec l'appui de l'Internationale socialiste (et avec son argent aussi), s'impose dans chaque région lors des premières élections démocratiques. A la suite des élections, le PSOE provoquera, pendant les années suivantes des congrès d'unification avec la FSP et le PSP.

Beaucoup de dirigeants notables de la FPS furent ensuite absorbés par le PSOE où ils ont essayé de nouvelles aventures politiques sans succès parce que l'ombre du PSOE effacera le reste de la gauche socialiste.

Je crois que ceci a été un des handicaps de l'évolution de la gauche dans l'Espagne de la démocratie. Celui qui a conduit la gauche de la démocratie a été un parti presque disparu pendant les années de la dictature qui a en outre absorbé la plus grande partie du spectre politique de la gauche en diluant le message soit progressiste soit de revendication nationale dans les communautés de Catalogne et du Pays Basque... Nous continuons encore à en subir les conséquences, je crois !

## **Les Communistes**

Le PCE (PSUC en Catalogne) dans la décennie des 70 constitue la force de gauche la mieux organisée et la plus influente dans les mouvements syndicaux (CCOO) ou sociaux. Ce malgré les scissions que j'ai précédemment évoquées (PTE, ORT, OC-BR, MCE...)

## **La coordination des forces politiques**

Il est important de remarquer que les forces de l'opposition ont tenté de rechercher une réponse conjointe à la fin prévisible du franquisme. Une fin que beaucoup de gens ont rêvé du vivant du dictateur mais qui ne s'est réalisée qu'avec sa disparition. (Les circonstances ont voulu que son décès physique ne précède pas son décès politique... Peut-être que si son décès politique s'était produit avant, il n'aurait pas été possible de l'effectuer pacifiquement).

Les essais de coordination de l'opposition les plus importants:

\***L'Assemblée de Catalogne**. En 1971 se sont réunies environ 300 personnes dans l'Église de San Agustín de Barcelone en représentation de la majorité des partis politiques, mouvements sociaux, syndicaux (CCOO), Communautés chrétiennes de base, intellectuels, etc.

A l'issue de cette réunion a été approuvé un programme de base de trois points : amnistie politique, libertés démocratiques et statut d'autonomie pour la Catalogne. (Libertat, Amnistia, Estatut d'Autonomia).

En 1973 les 113 participants d'une réunion dans la paroisse de Sainte Marie Médiatrice de Barcelone sont arrêtés. Cela provoquera de nouvelles manifestations et la relance de ce programme.

L'Assemblée de Catalogne se dissoudra après les élections démocratiques de 1977, une fois que l'assemblée de députés catalans aura rédigé le projet de statut d'autonomie pour la Catalogne.

\*En juillet 1974 a été créée **l'Assemblée Démocratique de l'Espagne**, afin de coordonner diverses forces politiques. Le groupe central de l'Assemblée était le PCE. S'étaient joints à lui les CCOO, le PTE et le PSP.

\*Au mois de juin 1975 a été constituée la **Plate-forme Nationale de Convergence Démocratique**, qui groupait le PSOE et quelques groupes de la Démocratie Chrétienne, sociaux-démocrates et petits groupes d'extrême gauche (ORT et MCE).

Les deux plates-formes se sont regroupées sur les revendications minimales du programme de transition à la démocratie. Ces points incluaient l'amnistie politique et la convocation d'élections générales à une assemblée constituante.

Le 26 mars 1976 a été créée la **Platajunta**, née de la fusion des ces deux plateformes unitaires.

***Après la mort de Franco le retour à la démocratie n'a été pas un chemin facile pour l'opposition*** : les mobilisations seront toujours réprimées durement par la police. Il y aura aussi des morts, des blessés et des arrestations.

Quelques exemples pour mémoire :

- Barcelone, 1er et 8 février 1976 l'assemblée de Catalogne convoque des manifestations à Barcelone. Elles seront les manifestations les plus nombreuses de ces ans de résistance, milliers de manifestants, mais aussi il y aura la répression policière, des arrestations, des blessés...
- Vitoria (Pays Basque) : une grève générale est déclarée le 3 mars 1976: la police réprime brutalement une manifestation. Les ouvriers avaient occupé la cathédrale et sont obligés par la police à l'évacuer. Il y a 2 morts par balle, 4 ouvriers gravement blessés dont 3 sont décédés plus tard, plus de 60 blessés graves (la moitié blessés par balle) et plus d'une centaine de blessés légers.
- Madrid, 2 février 1976 : Manuel Fraga Iribarne, vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur, interdit 3 des 4 récitals du chanteur Raimon au pavillon de sports de la capitale.
- Madrid : 24 janvier 1977 : massacre au n° 55 de la rue d'Atocha de Madrid. L'extrême droite a attaqué un bureau d'avocats des CCOO et du parti communiste. Ils ont assassiné 5 personnes et 4 personnes ont été gravement blessées.

***La mort de Franco n'avait pas du tout apporté la démocratie en Espagne !!***

En 1977, le gouvernement d'Adolfo Suarez, est en train de légaliser les partis politiques de l'opposition démocratique. Le PCE sera légalisé le 16 avril 1977 (concrètement samedi saint « le samedi rouge »).

[Anecdote : Paris - Novecento de Bertolucci.]

Le 15 juin 1977 auront lieu les premières élections démocratiques. Et on entamera une nouvelle étape en Espagne avec en héritage les erreurs, omissions ou succès de toute l'étape précédente, avec peut-être des conséquences très lourdes pour l'avenir.

(La faiblesse d'une opposition, restée groupusculaire et divisée pendant les années de la dictature, sera un handicap pour affronter avec la force nécessaire, la transition à la démocratie. La gauche, elle même n'arrivera à assumer ses triomphes électoraux postérieurs.

La victoire du PSOE, après les élections en 1982, ne répondra pas aux espoirs de beaucoup de votants. On a essayé d'ensevelir la « mémoire historique », la mémoire de ceux qui ont combattu pour défendre la légalité démocratique et la République et qui ont souffert de la répression franquiste, de l'exil, de la déportation dans les camps nazis... On a essayé de les laisser pour toujours dans l'oubli.)

Mais... tout cela est déjà le thème d'une autre conférence, en tout cas...